



D.R.

JACK ALZON, L'HOMME QUI NE VEUT PAS FAIRE DE VAGUES

Le « goût du social », il ne sait pas très bien d'où ça lui vient, ce fils de contremaître et d'employée de bureau. En tout cas, ça l'a pris très jeune. Son premier job ? Educateur chez les délinquants ou les gosses en difficulté dix années durant. Avant de préparer, par concours interne, et de réussir l'ENA, promotion Mendès France. Sortie de l'ENA, direction le ministère des Affaires sociales, où il sera chargé pendant cinq ans de la formation... des travailleurs sociaux. Pas étonnant que Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la Mer, l'ait nommé la semaine passée directeur adjoint du Port autonome de Marseille, préposé au social, tous azimuts. Une première : les directeurs chargés des ressources humaines, autrement dit les DRH, fleurissent dans les entreprises. Mais dans les ports autonomes français l'espèce était jusque-là inconnue. Innovation, mais à pas prudents. Mellick connaît son homme : depuis juillet 1988, Jack Alzon est son conseiller technique chargé des affaires sociales.

Cet amateur de westerns, « pas les spaghettis, les grands », qui aime volontiers renvoyer la balle au ten-

nis ou faire de longues balades à skis de fond, se fait fort de prévenir, plutôt que guérir : « *D'une manière générale, dans les ports on laissait les conflits venir, on les traitait ensuite. Mon objectif, c'est d'éviter que les conflits surgissent. A partir du moment où on s'assied à une table, on a résolu 50 % des problèmes.* » Y compris, selon lui, avec la CGT et ses dockers : « *Elle accepte très bien la discussion. En ce moment, au niveau du ministère, nous avons justement des discussions avec les dockers. Nous voyons certaines de leurs positions évoluer avec le temps.* » Optimiste.

Alzon n'aura pas la tâche facile. En le nommant, Mellick a voulu dissiper les « malentendus » qui avaient pu naître du projet de schéma directeur du port. La CGT y avait vu, entre autres, que La Joliette pouvait se transformer en marinas pieds dans l'eau. Alzon se pointe au moment où son ministre entend réconcilier la ville de Marseille et son port, et faire des nouvelles gares maritimes « *un véritable Roissy de la mer* ». Mais, si ça marche, Alzon pourrait faire école : des spécialistes en social seraient alors affectés aux autres ports français.

M.Gn.

INÉGALITÉS : TOUJOURS MOINS

François Hollande, ce député socialiste chargé de concocter un rapport sur la fiscalité du patrimoine, n'a pas la rancune chevillée au corps. « *C'est un autre héritage qu'on s'est disputé à Rennes* », constate-t-il avec humour. Juste avant la présidentielle de 1988, Michel Rocard avait reconnu qu'il y avait « *un malaise au niveau des droits de succession* », que c'était là « *un problème qu'il faut traiter* ». A Rennes, le Premier ministre n'en a dit mot. Il est vrai qu'entre-temps, nombre de sondages ont montré que les Français n'en voulaient pas... Enterré, le malaise.

A Rennes, en revanche, le Premier ministre a de nouveau parlé d'un prélèvement à la source pour les impôts. Le Conseil des Impôts devrait rendre d'ici la fin de l'année un... rapport sur ce sujet. Le rapport a de bonnes chances de rester lui aussi dans les tiroirs. « *En France, on n'a jamais su faire* », affirme-t-on à juste titre Rue de Bercy. Simple (et encore !) de prélever l'impôt à la source pour les salariés. Beaucoup moins simple pour ce qui est des revenus du capital.

TANDEM CHEZ PARIBAS

Il y aura désormais deux hommes forts chez Paribas. André Lévy-Lang, président de la Compagnie bancaire, la principale filiale de Paribas, va faire équipe avec son PDG Michel François-Poncet, MFP pour les intimes. Le conseil d'administration de la compagnie financière a modifié jeudi 29 mars, les statuts de la société. Paribas ne sera plus une entreprise dirigée par un PDG et un conseil d'administration, mais aura un directeur et un conseil de surveillance. MFP dirigera le conseil de surveillance, tandis qu'André Lévy-Lang présidera le directoire. MFP resterait ainsi maître des grandes décisions stratégiques, tandis qu'André Lévy-Lang dirigerait au jour le jour. Un Yalta de la finance, qui clôt l'épisode « *MFP seul maître à bord de Paribas* ». Numéro 7 sur l'organigramme de Paribas, il avait hérité du poste en 1986 grâce à l'ami-

tié qui le lie à Jacques Chirac. Il avait depuis gagné la reconnaissance de l'establishment, mais son raid raté sur la Compagnie de Navigation mixte, qui avait été approuvé et défendu par Lévy-Lang, l'a fragilisé. Paribas détient 40 % du capital de la Navigation mixte, mais son PDG Marc Fournier n'en fait qu'à sa tête : il détiendrait près de 20 % du capital de Paribas, et fait tout pour déstabiliser la maison. Les négociations entre les deux groupes, rompues depuis plusieurs semaines, pourraient être reprises à la faveur de ce changement de direction.

FONDATION TOTAL : QUEL AVENIR ?

Pour champ d'action, toute l'histoire musicale, mais avec deux secteurs privilégiés : la création contemporaine et le patrimoine médiéval. En développant une exceptionnelle politique de mécénat, la Fondation Total pour la Musique s'est en cinq ans placée au premier rang du mécénat d'entreprise malgré un budget modeste (4,5 millions de francs) et s'est acquise une haute réputation, fabuleuse réponse à l'image souvent négative des grandes compagnies pétrolières. Au remarquable palmarès de la Fondation, les commandes passées à des compositeurs comme Boulez, Berio, Leclère, Manoury, Stroppa ou Eloy ; le soutien fourni à l'Ensemble Intercontemporain ; le lancement de l'ensemble médiéval Gilles Binchois. Parallèlement sera lancé à l'initiative de la Fondation un logiciel destiné à l'enseignement du solfège, qu'on retrouve désormais à la Sorbonne, à Berkeley ou au MIT. Et Total mettra sur pied une activité discographique très pointue : « *le Marteau sans maître* » de Boulez, l'« *Orfeo* » de Monteverdi, « *la Conférence des oiseaux* » de Levinas... avec actuellement le projet de créer une structure de production de concerts et de disques.

Il est évident qu'une telle politique, si bénéfique à l'image de Total, ne saurait s'épanouir qu'à long terme. Qu'en sera-t-il aujourd'hui que la présidence de Total est échue à Serge Tchuruk, et ce au moment où les pouvoirs publics attachent une importance toujours accrue au mécénat privé ?

R. de G.